

03/07/2025

## ATTAQUES ESTIVALES CONTRE L'ESR: L'UNION ÉTUDIANTE DÉNONCE LE PASSAGE EN FORCE D'UNE NOUVELLE LOI DE DÉRÉGULATION

Ces dernières semaines nous ont montré la détermination du gouvernement à continuer sa politique libérale et répressive dans l'enseignement supérieur, avec le passage de la loi dite contre la **“lutte contre l'antisémitisme” dans l'enseignement supérieur**.

Cette loi, qui **plutôt que de protéger** les étudiant·es discriminé·es préfère **criminaliser la mobilisation en soutien à la Palestine** sur nos campus, a été adoptée sans aucune concertation ni dialogue, et alors qu'une grande majorité des acteur·ices de l'enseignement supérieur y était opposé·es.

Le vote de cette loi a été rendu possible par **l'alliance de plus en plus fréquente et naturelle de la macronie et de l'extrême droite**, à laquelle ce sont jointes de nombreuses voix issues des rangs du Parti socialiste, décidant de trahir et de criminaliser la jeunesse engagée dans la lutte contre le génocide en cours.

Déterminé à poursuivre la réalisation de son projet libéral et autoritaire pour l'enseignement supérieur, le gouvernement a décidé en cette fin d'année de mener une nouvelle charge contre l'université publique. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, a ainsi été à l'initiative du dépôt en catimini d'une nouvelle **“loi de modernisation”**, qui aurait de lourdes conséquences sur l'enseignement supérieur français.

La modernisation se traduit en langage macroniste par de nouvelles dispositions à destination des établissements privés, renforçant leurs prérogatives sur la délivrance des diplômes et leur légitimité par des agréments ou des partenariats renforcés. **Ici le gouvernement entreprend une grande opération de légitimation des établissements privés, au plus grand plaisir des spéculateurs et au détriment du public toujours**. Dans le public, la modernisation souhaitée se traduit concrètement par le renforcement des mécanismes de fusion universitaire en encourageant le recours aux EPE et le développement d'une autonomie, synonyme de grand **démantèlement de l'Université publique** et de déresponsabilisation des pouvoirs publics.

Nous dénonçons la succession de ces attaques contre les étudiant•es et leurs conditions d'études, qui interviennent systématiquement au cours de l'été lorsque la majorité des campus sont vides et les étudiant•es forcé•es de travailler pour envisager l'année suivante, sans pouvoir se mobiliser sur leurs lieux d'études. **Le dépôt surprise de ce projet est la marque de lâcheté d'un ministère complètement déconnecté**, prévoyant sur un bout de table la destruction de notre service public au mépris des étudiant•es et personnels, et de l'avis de leurs représentant•es.

Nous refusons de débattre sur une attaque d'une telle ampleur de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans un calendrier aussi contraint et faussé par un ministère complètement hermétique à toute forme de débat. **En conséquence nous prenons la responsabilité, soutenu•es par l'Union Syndicale Lycéenne qui siège en suppléance du siège de l'Union étudiante au CSE, de boycotter les séances du CSE et du CNESER** prévues respectivement ce 3 juillet et 8 juillet, qui ne sont que des chambres d'enregistrement pour avaliser ce projet. Nous ne participerons donc pas à une telle mascarade.

**L'Union Etudiante s'inscrit dans le sillage des appels des syndicats professionnels FSU et CGT afin d'organiser une riposte unitaire et large, pour la défense d'un service public de l'ESR fort, démocratique, et ouvert à toutes !**

## CONTACT PRESSE

presse@union-etudiante.fr

## L'UNION ÉTUDIANTE

Site : [www.unionetudiante.fr](http://www.unionetudiante.fr)

Facebook : @unionetudiante\_

Instagram : @union.etudiante\_

Twitter : @unionetudiante\_